

La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

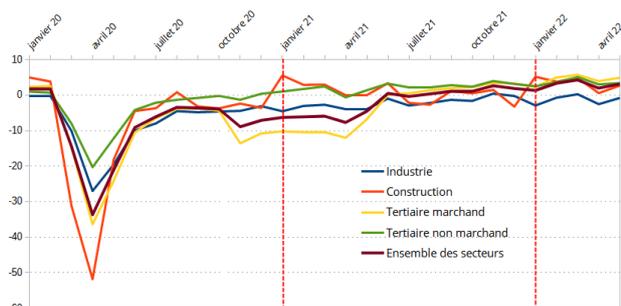
DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, l'activité économique régionale reste bien orientée en avril (+ 1,9 % par rapport au même mois de 2019) et en mai (+ 3,1%). L'industrie est le seul grand secteur à conserver un niveau inférieur à l'avant-crise (- 0,8 % en mai). Les autres grands secteurs, le tertiaire marchand en tête (+ 4,9 %), restent nettement dans le vert.

Le nombre d'heures rémunérées par les entreprises reste bien orienté en avril-mai, sauf dans l'industrie

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



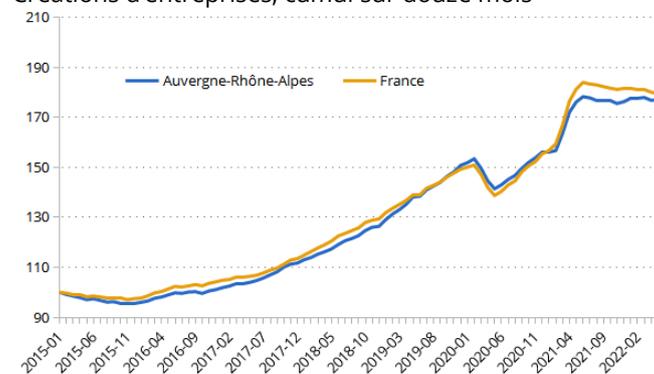
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 26 juillet 2022

Les niveaux de créations d'entreprises restent historiquement hauts, dans la région comme en France. En juin, avec un rythme maintenu à 10 000 créations en un mois dans la région et 124 000 sur un an, les créations sont 25 % plus nombreuses qu'à la même période de 2019.

Créations d'entreprises : la région toujours sur un haut plateau au deuxième trimestre

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois

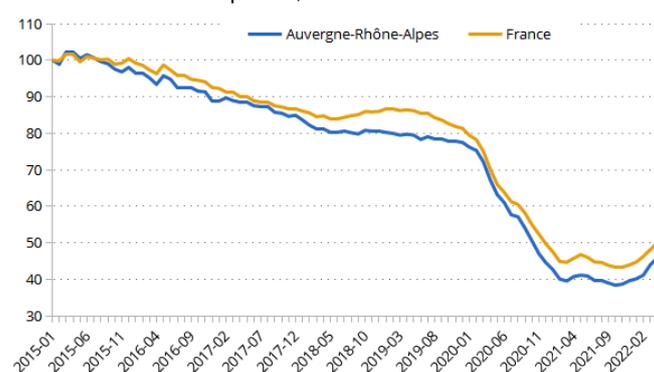


Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 26 juillet 2022 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 - cumul 12 mois)

À partir de début 2022, les défaillances d'entreprises semblent donner des signes de recrudescence, bien qu'elles restent à un niveau très bas par rapport à l'avant-crise sanitaire. Le niveau atteint 3 700 procédures de redressement sur les douze derniers mois entre juin 2021 et mai 2022.

Un début de recrudescence des défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



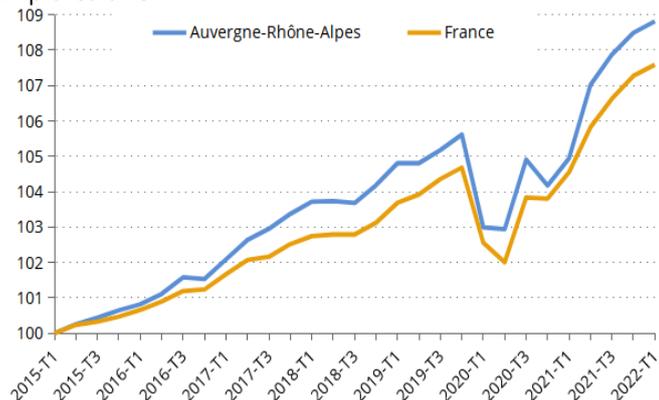
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 26 juillet 2022 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 - cumul 12 mois)

EMPLOI SALARIÉ

Fin mars 2022, près de 3,2 millions de salariés travaillent en Auvergne-Rhône-Alpes. En trois mois, 9 500 emplois ont été créés, soit une hausse de 0,3 %, comme en France. Par rapport à l'avant-crise, ce sont 94 000 emplois supplémentaires dans la région, équivalents à une hausse de 3 %, plus importante qu'au niveau national (+ 2,8 %).

L'emploi poursuit sa croissance, un peu ralentie au premier trimestre

Emploi salarié



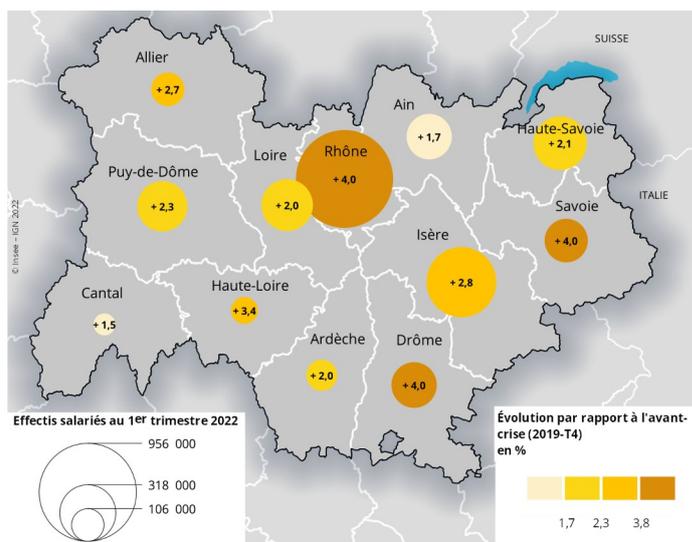
Note : les estimations trimestrielles d'emploi au premier trimestre 2022 sont davantage révisées sur le passé qu'habituellement, car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. La Caisse nationale de l'Urssaf a, en juin 2021, basculé l'ensemble de son système statistique vers la source des déclarations sociales nominatives (DSN), générant des révisions des séries longues du nombre de postes salariés sur le champ privé hors intérim. Par ailleurs, les alternants (en apprentissage ou contrat de professionnalisation) sont désormais inclus explicitement dans la dynamique de l'emploi salarié sur les années récentes.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin juin 2022 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La situation d'avant-crise sanitaire est dépassée dans tous les départements de la région. La Drôme, le Rhône ainsi que la Savoie sont particulièrement moteurs de la croissance grâce à une hausse de 4,0 % des emplois salariés. La progression en Haute-Loire (+ 3,4 %) est également supérieure à la moyenne régionale.

Emploi : les départements comblent le creux de la crise

Emploi salarié au 1^{er} trimestre 2022 et évolution par rapport à fin 2019



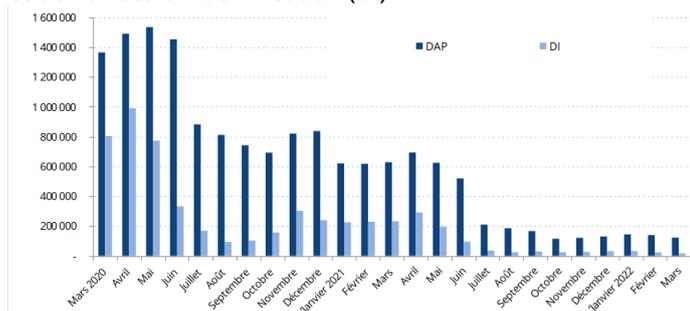
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin juin 2022

MARCHÉ DU TRAVAIL

Les demandes d'indemnisation pour activité partielle continuent de régresser tout au long du premier trimestre 2022. Même si le chiffre du mois de mars est révisé à la hausse (16 000 demandes enregistrées), il reste sans commune mesure avec les niveaux atteints jusqu'en juin 2021.

Les demandes d'indemnisation pour activité partielle continuent de se contracter

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)

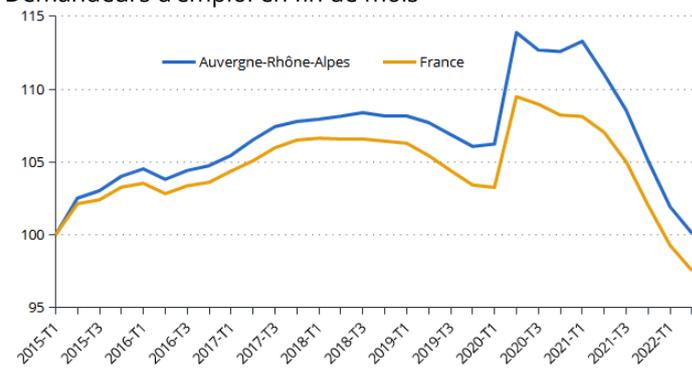


Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 27 juillet 2022

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi continue, pour passer sous la barre des 600 000 pour la première fois depuis 2015 (demandeurs de catégorie A, B et C). La baisse atteint près de 10 % sur un an et près de 5 % depuis fin 2019.

Moins de 600 000 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C

Demandeurs d'emploi en fin de mois

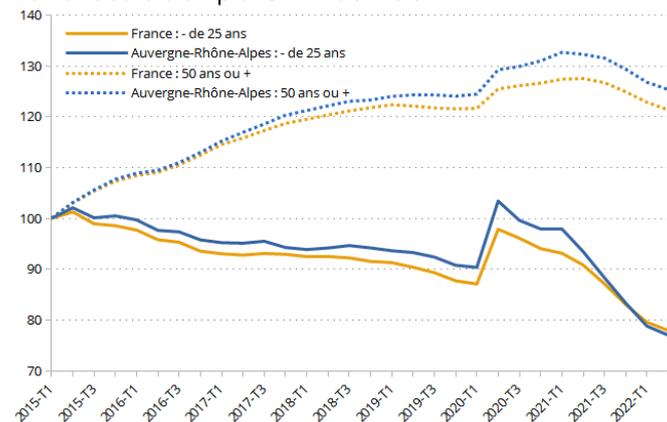


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans continue de refluer en début d'année avec 69 600 inscrits, 15 000 de moins qu'un an auparavant et 12 000 de moins qu'avant la pandémie. La demande d'emploi des seniors se replie également, même si son évolution de plus longue période est moins favorable que celle des jeunes : le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans reste encore supérieur d'environ 1 500 à son niveau de fin 2019.

À tous les âges, la demande d'emploi poursuit son reflux

Demandeurs d'emploi en fin de mois

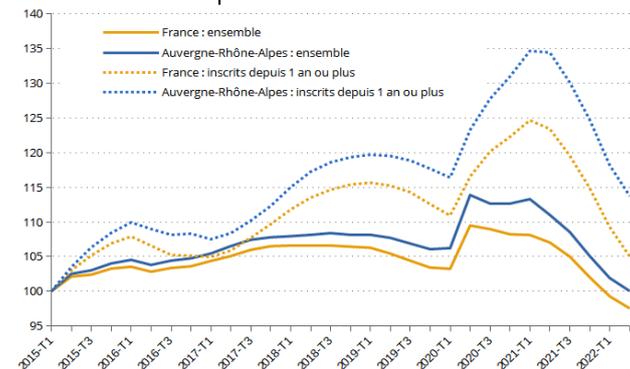


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Enfin, les demandeurs d'emploi de longue durée bénéficient également de la baisse générale constatée : ils sont désormais 276 000. Il faut remonter en 2017 pour retrouver un nombre moins élevé.

Le volume des demandeurs d'emploi de longue durée au plus bas depuis 2017

Demandeurs d'emploi en fin de mois

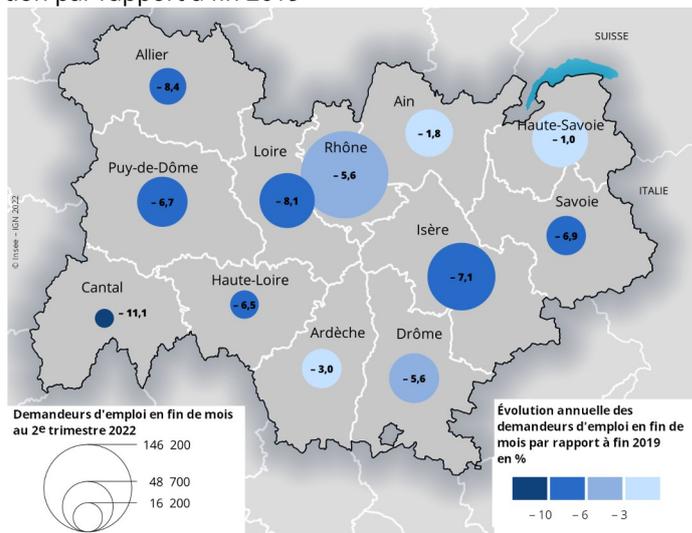


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Fin juin 2022, l'ensemble des départements ont gommé le surcroît de demandeurs d'emploi enregistré depuis fin 2019. La situation est cependant très disparate d'une extrémité à l'autre de la région, entre le Cantal qui, malgré un chômage déjà bas, enregistre la plus forte baisse (- 11,1 %) et la Haute-Savoie (- 1,0 % seulement), pour une moyenne régionale à - 5,6 %.

Des baisses départementales hétérogènes pour les demandeurs d'emploi

Demandeurs d'emploi à la fin du 2^e trimestre 2022 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

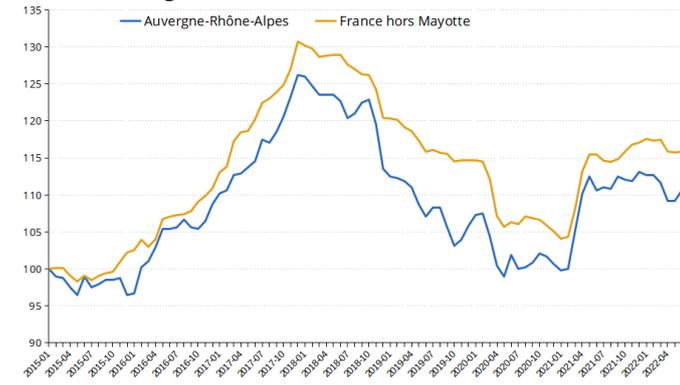
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Malgré une légère décélération depuis le début de l'année, le nombre de mises en chantier de logements reste bien orienté dans la région, supérieur à 53 000 à fin juin (cumul annuel), assez loin toutefois des niveaux records connus en 2018. La forte hausse du nombre d'autorisations de construire fin 2021 ne s'est pas encore reportée sur les mises en chantier.

Pas de forte variation des mises en chantier depuis le début d'année 2022

Nombre de logements commencés



La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants (de février à avril 2022), reste bien orientée, avec un niveau supérieur de 2 % par rapport à la même période de 2019.

La production de béton reste au-dessus du niveau de 2019

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Note : cumul 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019. La comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 6 juillet 2022, traitement CERC ARA

Hébergement - restauration

La vague Omicron du début d'année 2022 avait fait sentir ses effets sur le secteur de l'hébergement-restauration essentiellement en janvier, avec un nombre d'heures rémunérées atone (+ 0,5 % dans l'hébergement, - 0,5 % dans la restauration, par rapport au

même mois de 2019), et des chiffres d'affaires en berne (- 7 % dans l'hôtellerie, chiffre identique dans la restauration).

Dans la région, le secteur s'est repris à partir de février, à l'exception de la restauration en mars (- 1,5 % de chiffres d'affaires par rapport à mars 2019). Le bilan national est plus contrasté.

Les heures rémunérées dans l'hébergement et la restauration reprennent des couleurs

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration

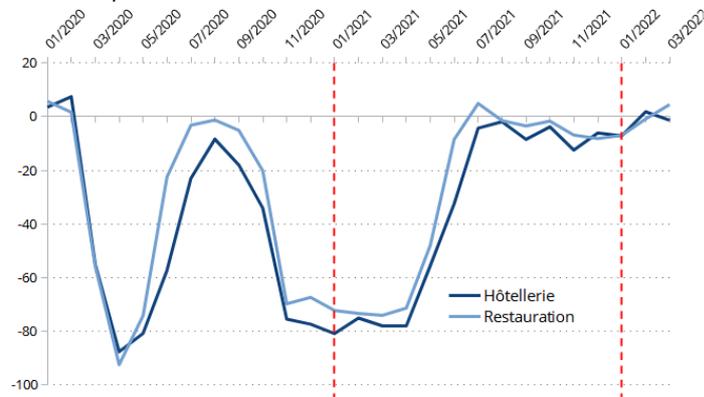


Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 27 juillet 2022

En mars, les chiffres d'affaires moins bien orientés dans l'hôtellerie

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2021, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Cette rupture est signalée par les traits pointillés verticaux.

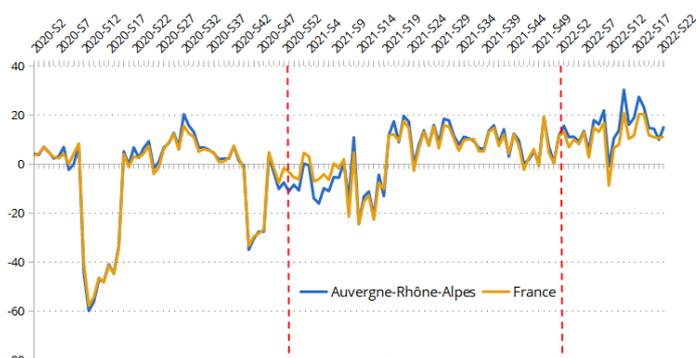
Source : DGFIP, données arrêtées au 26 juillet 2022

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

L'évolution régionale de la consommation des ménages est estimée à l'aide des données des transactions par carte bancaire. Depuis juillet 2021, celle-ci est en augmentation, montrant un niveau plus élevé que les mois comparables de 2019. Cependant, cette hausse est en partie le fait de l'augmentation du taux de recours à ce moyen de paiement depuis le début de la crise sanitaire.

Recours accru aux cartes bancaires début 2022

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les semaines de 2020, 2021 et 2022 sont comparées aux mêmes semaines de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées afin de respecter les exigences de confidentialité. Les transactions CB analysées au niveau départemental se limitent aux ventes physiques, plus représentatives des dépenses effectivement réalisées au niveau local et n'intègrent pas les transactions à distance, notamment effectuées sur internet. Elles diffèrent donc des données nationales issues de cette même source. Les données sont en euros courants et ne sont pas corrigées de l'inflation.

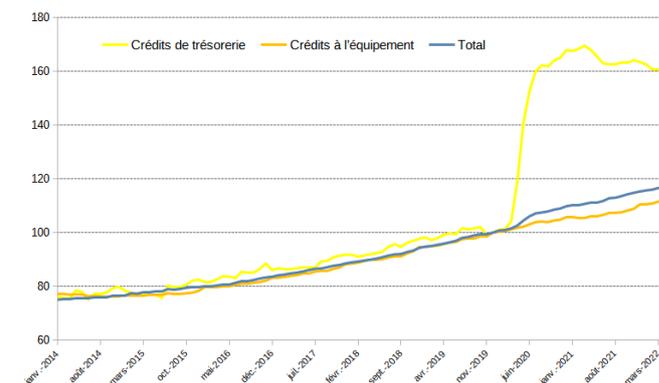
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 26 juillet 2022

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Les encours de crédits de trésorerie restent constants en mars-avril, environ 5 % au-dessous du niveau record connu un an auparavant. Les crédits à l'équipement poursuivent leur faible croissance de manière quasi régulière.

Les encours de crédits de trésorerie restent stables

Évolution des encours de crédits accordés



Indice base 100 en décembre 2019

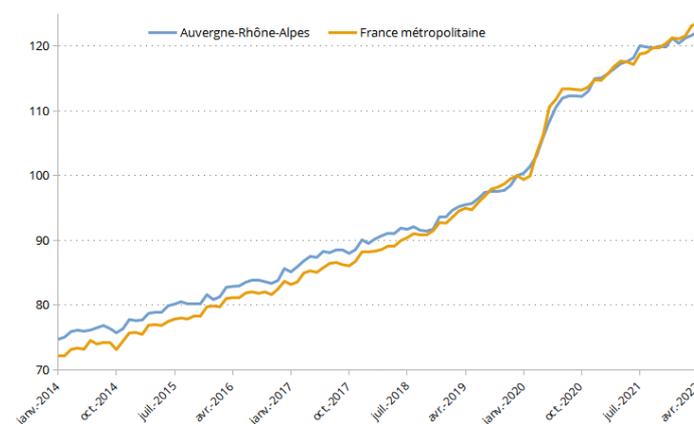
Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

Après une légère baisse en janvier, les encours de dépôts de la clientèle non financière reprennent leur progression régulière de février à avril dans la région.

Les encours de dépôts régionaux en progression régulière

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données mensuelles brutes.

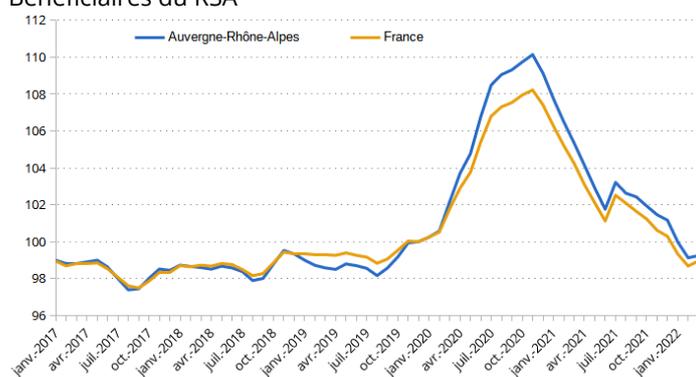
Source : Banque de France

INDICATEURS SOCIAUX

Malgré quelques fluctuations au mois le mois, le bilan sur douze mois du nombre de bénéficiaires du RSA est assez sensiblement orienté à la baisse, avec 9 700 allocataires en moins de fin mars 2021 à fin mars 2022, soit 158 000 en fin de premier trimestre.

Le nombre d'allocataires du RSA se stabilise en mars

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

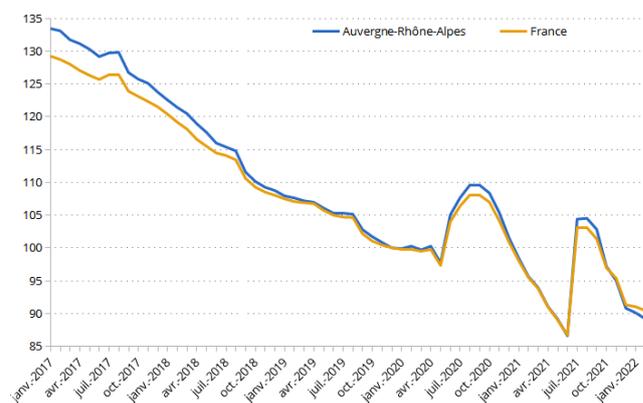
Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 27 juillet 2022

Depuis le fort rebond de l'été 2021 engendré par la fin des mesures de prolongation exceptionnelle des droits, le nombre d'allocataires de l'ASS est en baisse, quoique de façon moins marquée sur les premiers mois de l'année 2022 (28 300 allocataires fin février, donnée provisoire).

Le nombre d'allocataires de l'ASS diminue moins vite depuis début 2022

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 27 juillet 2022